Alberto MELLONI, *Tempus visitationis. L'intercomunione inaccaduta fra Roma e Costantinopoli*

Bologne, Il Mulino, 2019, 382 p.

Michel Ostenc

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/65129>

DOI : 10.4000/assr.65129

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 4 décembre 2021

Pagination : 352-353

ISBN : 9782713228735

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Michel Ostenc, « Alberto MELLONI, *Tempus visitationis. L'intercomunione inaccaduta fra Roma e Costantinopoli* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 196 | octobre-décembre 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 13 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/65129> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.65129>

Ce document a été généré automatiquement le 13 février 2022.

© Archives de sciences sociales des religions

Alberto MELLONI, *Tempus visitationis. L'intercomunione inaccaduta fra Roma e Costantinopoli*

Bologne, Il Mulino, 2019, 382 p.

Michel Ostenc

RÉFÉRENCE

Alberto MELLONI, *Tempus visitationis. L'intercomunione inaccaduta fra Roma e Costantinopoli* Bologne, Il Mulino, 2019, 382 p.

- 1 L'éventualité d'une communion eucharistique commune entre Rome et Constantinople puisait ses origines dans l'histoire du concile Vatican II. Elle donna lieu à de multiples entretiens entre les deux communautés dont l'ouvrage d'Alberto Melloni, professeur d'histoire du christianisme aux universités de Modène et de Reggio d'Emilie, retrace les différentes étapes.
- 2 La première phase, intitulée « Jérusalem et l'osculum pacis », prend place en 1964 et 1965. Les théologiens considéraient alors le partage de l'eucharistie comme un fait désormais rendu possible par la levée en 1965 des anathèmes de 1054, symboles de la séparation de l'Orient et de l'Occident chrétien. Il était même devenu urgent après la rencontre de 1964 entre le patriarche Athénagoras et le pape Paul VI à Jérusalem. Athénagoras était parvenu, par l'exercice d'une primauté conçue comme un service sacrificiel, à rassembler les Églises orthodoxes dans cinq conférences panorthodoxes. Celle de Rhodes (1964) avait décidé une ouverture vers Rome. À partir de 1965, un « dialogue de la charité » s'engagea entre Rome et Constantinople pour préparer dans l'esprit de l'Église indivisible des entretiens sur les questions fondamentales. En juillet 1967, Paul VI se rendit à Istanbul, accomplissant ainsi un geste éminemment réparateur, et à l'automne Athénagoras entreprit un véritable pèlerinage de l'unité dans les Balkans, puis à Rome, Genève et Londres. Selon lui, une ère nouvelle

commençait grâce à laquelle le rapprochement de l'Orient et de l'Occident chrétien permettrait un renouveau décisif du christianisme. Mais le patriarche, toujours soucieux d'unir les églises orthodoxes en les soustrayant à l'influence du métropolite de Moscou, avait sous-estimé l'ampleur de leurs résistances internes. Pour la hiérarchie orthodoxe, le progrès vers l'entente interconfessionnelle résidait dans un retour aux sources et dans des retrouvailles avec l'Église des grands conciles du passé. Ces réticences incitèrent Rome à agir avec prudence, au point de se montrer plus rigoureuse que les orthodoxes eux-mêmes.

- 3 Les négociations furent relancées en 1969 à l'initiative d'Athénagoras qui venait de faire un pas décisif sur le plan théologique dans son message de Noël 1968. Le patriarche avait compris que l'œcuménisme ne pouvait se présenter sous la forme d'une amplification interconfessionnelle de la voix des différentes Églises ou comme une négociation sur l'essentiel, mais comme un moyen de se concentrer sur les responsabilités historiques des divisions. Il fallut alors plus de deux mois pour former une commission mixte chargée d'étudier la possibilité d'une célébration commune de l'eucharistie et son déroulement. Mais la décision prise par le Secrétariat romain pour l'Unité et l'accueil favorable qu'elle avait rencontré dans l'entourage œcuménique de Paul VI paraissaient fondamentalement positifs. La commission comprenait le père Duprey, le cardinal Willebrands, le métropolite Meliton et deux représentants de Rome et de Constantinople. Elle rédigea un document soulignant que la concélébration de l'eucharistie inaugurerait une « vie commune » qui maintiendrait des traditions jadis considérées comme des variantes et les respecterait dans le futur. Cette « vie commune » devait permettre de résoudre des problèmes doctrinaux et canoniques, en refusant de parler d'un « catholicisme de rite byzantin » et de considérer les dogmes postérieurs à la séparation des deux Églises comme des obstacles insurmontables. L'absence d'une unité de foi suffisante rendait sans doute le partage du calice téméraire ; mais dans le cas contraire, ne pas communier à la même table serait un péché. Pourtant, au lieu d'être l'aurore d'une Pentecôte œcuménique, les conclusions de la commission mixte ranimèrent de vieilles polémiques. Les réticences des Églises orthodoxes qu'Athénagoras croyait dissipées suscitérent à nouveau celles des œcuménistes romains.
- 4 Le voyage du cardinal Willebrands à Constantinople (décembre 1971) permit de constater que les appréhensions n'étaient pas fondées, en particulier le risque d'un schisme de certaines Églises d'Orient en cas de reconstitution de la communion ; mais la position d'Athénagoras avait évolué dans ce contexte. Pour lui, seule la foi de l'une des deux Églises devait être reconnue. L'objectif du calice commun poursuivi en vain pendant cinq ans ne serait atteint par aucune des deux parties, même si le patriarche ne désespérait pas d'y parvenir. Après avoir été abandonné, le projet œcuménique laissait derrière lui une série de documents rédigés le plus souvent en français et datés de la fin des années 1960. Ils sont publiés en appendice à la fin de l'ouvrage et illustrent ce moment où l'exigence de l'unité est devenue un simple élément de la diplomatie religieuse.